

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UDR-21-SSDAS-058-ACA-ELL		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société FERINOX ZI Zone portuaire 69560 ST-ROMAIN-EN-GAL		S3IC 61-3771 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : tri, transit, regroupement et traitement de déchets de métaux		
Date du contrôle : 4 mars 2021		
Inspecteur : Emily LE LOARER, Anne-Claire ANDRIES		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident		<input type="checkbox"/> Plainte : signalement interne <input type="checkbox"/> Autre :
Thèmes du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaires <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Incendie <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc
		<i>Action nationale :</i> <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène
Principale installation contrôlée : ensemble du site		
Référentiels du contrôle : • arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1996 • arrêtés préfectoraux complémentaires des 2 octobre 2008 et 25 novembre 2014		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
Monsieur HENNEQUIN Monsieur NAUD	FERINOX	Directeur du site Ingénieur Qualité
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule SSDAS <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Présentation de l'établissement et contexte

La société FERINOX exerce une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets de métaux. Les opérations réalisées sur les déchets réceptionnés, essentiellement des aciers inoxydables et alliés, consistent, si besoin, à redimensionner (oxycoupage, cisailage) et nettoyer par grenaillage certaines pièces. L'établissement dispose également d'une ligne de traitement de copeaux métalliques consistant en un dégraissage par savon alcalin suivi d'un passage dans un four pour évaporer tout résidu (savon, huile) à la surface des copeaux. Après tri et traitement éventuel, les déchets sont réexpédiés en lots de matières homogènes vers les aciéries, fonderies ou autres usines métallurgiques. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux des 2 octobre 2008 et 25 novembre 2014.

Le jeudi 4 mars matin, l'inspection des installations classées a reçu un signalement concernant des fumées qui se dégageaient depuis le site FERINOX à Saint-Romain-en-Gal. C'est donc dans ce contexte que l'Inspection a procédé à une visite d'inspection. Les suites de l'inspection du 14 novembre 2018 n'ont pas été étudiées.



II – Constats effectués lors de la visite d'inspection

- **Incident**

La société fait appel à des prestataires notamment pour l'activité de découpe au chalumeau de pièces métalliques hors dimensions. En général, ce sont les mêmes prestataires qui viennent chaque jour.

Le jeudi 4 mars 2021, le prestataire a découpé des pièces métalliques en dehors de la cabine d'aspiration, ce qui a engendré ces fumées, de 6h30 jusque 7h30 environ, à l'arrivée du directeur du site.

L'exploitant explique que la cabine d'aspiration des fumées fonctionne mais qu'il n'est plus possible de la déplacer depuis une semaine, empêchant de découper de grosses pièces, comme c'était le cas le jeudi 4 mars au matin.

L'exploitant précise qu'il ne s'agit pas du prestataire habituel même si cette personne est déjà intervenue sur le site, l'exploitant ajoute que son supérieur aurait dû lui rappeler la procédure.

L'exploitant a remis à l'Inspection le permis de feu de ce prestataire pour des opérations de découpage et d'oxyoupage de pièces à l'aide d'un chalumeau à poudre, la date mentionnée est « mars 2021 de 8h à 17h » et il n'y a pas de visa de surveillance de sécurité, ce qui ne correspond pas à ce qui est attendu dans un permis de feu.

L'exploitant explique qu'il s'agit, en principe, des mêmes prestataires qui viennent chaque jour et qu'ils n'ont pas mis en place un permis de feu journalier pour chacun.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident pour les fumées échappées suite à la découpe de métaux hors cabine d'aspiration le jeudi 4 mars au matin.

Lors de la visite, l'exploitant a par ailleurs, informé l'Inspection d'un début d'incendie survenu le 17 décembre 2019 suite à la réfection d'une dalle de béton. Le prestataire a utilisé un matériel inadapté à proximité de ce stock inflammable. Les étincelles ont alors déclenché un départ de feu dans les stocks de tournures de titane. Les employés du site sont intervenus rapidement en versant du sable sur les flammes. Le stock a été surveillé durant deux mois en raison de reprise de feu.

L'Inspection a constaté la présence d'affichage du risque incendie à proximité des stocks de tournures de titane. Le permis de feu mentionne également ce risque (« ne pas travailler à proximité de la zone de stockage de titane »). L'Inspection a constaté la présence d'un bac de sable non loin des stocks de titane.

Constat n°1 : déclaration d'incident et maintenance de la cabine de découpe

Demande n° 1 : l'exploitant remettra en état la cabine de découpe et fournira le justificatif de réalisation des travaux et de bon fonctionnement.

Demande n°2 : l'Inspection rappelle que l'exploitant a l'obligation d'informer la DREAL de tout incident / accident dans un délai maximum de 15 jours, à l'aide, notamment du formulaire produit par le bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 1.2 et 7.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

Constat n°2 : permis de feu et plan de prévention

Demande n° 3 : le permis doit être conforme aux réglementations en vigueur (durée de validité limitée dans le temps, ré-évaluation à chaque changement d'un de ses éléments constitutifs, surveillance de sécurité...).

L'exploitant doit expliciter clairement le principe de fonctionnement interne eu égard aux travaux par point chaud dans son plan de prévention. L'exploitant ajoute également la liste des entreprises

intervenantes.

Demande n°4 : l'exploitant met à jour son plan de prévention en ajoutant l'interdiction de travailler (flamme, étincelles, apport de feu) à proximité de la zone de stockage de titane ainsi que le risque de pollution atmosphérique en cas de découpe hors de la cabine.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Guide INRS sur le permis de feu de juin 2018 Article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

Constat n°3 : procédure de découpe de métaux

Demande n°5 : l'exploitant transmet les différentes procédures de découpe de métaux par poste. L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de découpe des métaux à l'intérieur de la cabine afin de collecter et traiter les rejets atmosphériques. Ces consignes doivent être clairement affichées et respectées de tous, notamment le risque de pollution atmosphérique.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2008	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• **Rejets atmosphériques**

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de la cabine de découpe thermique et de la ligne de dégraissage de copeaux métalliques.

Ce contrôle a été réalisé le 27 janvier 2020 par DEKRA. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué disposer d'une cabine de grenaillage et que le traitement des poussières était contrôlé tous les trois ans.

L'exploitant a déclaré qu'il complètera la surveillance annuelle des rejets atmosphériques avec ceux de la table de découpe plasma (avec aspiration des fumées vers le bas), installée il y a un an.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de l'ajout de cette table de découpe plasma.

Constat n°4 : rejets atmosphériques

Demande n°6 : l'exploitant transmet le dernier contrôle des rejets atmosphériques de la cabine de grenaillage.

Demande n°7 : l'exploitant transmettra les rapports de contrôle de ses rejets atmosphériques pour l'année 2021 (contrôle prévu le 25/03/2021)

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 5 de l'arrêté préfectoral du	1 mois (demande n°4)

<input type="checkbox"/> Observation	25 novembre 2014	Dès réception du rapport (demande n°5)
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

Constat n°5 : situation administrative

Demande n°8 : l'exploitant transmet à monsieur le préfet du Rhône un porter à connaissance comportant l'analyse des impacts environnementaux et des dangers liés à cette nouvelle installation.

Demande n°9: l'exploitant vérifie la puissance de sa cabine de grenailage. Pour rappel, cette installation dépend de la rubrique 2575 « Emploi de matières abrasives » et qu'une puissance supérieure à 20 kW classe l'installation à déclaration.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2014	3 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• **Autres points abordés durant la visite**

L'Inspection a constaté la présence d'un stockage de palettes de bois d'environ 8 mètres de hauteur non clairement délimité.



Constat n°6 : stockage de palettes de bois

Demande n° 10 : l'exploitant précise les caractéristiques de stockage (hauteurs, emplacements, volumes) et la destination des palettes de bois et vérifie qu'il n'y a pas de risques associés à ce stockage.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

L'exploitant a transmis le registre des déchets sortants pour l'année 2020. Ce dernier comporte les DIB, le bois, et les eaux du séparateur hydrocarbures mais pas les métaux.

Les lignes ne sont pas toutes correctement renseignées (numéro de BSD, nature du déchet, code de traitement, qualification du traitement final). Par ailleurs, il manque l'adresse et le récépissé du transporteur ainsi que l'adresse de l'installation de traitement final et la colonne relative au numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Constat n°7 : registre des déchets

Demande n°11 : l'exploitant met à jour son registre des déchets sortants conformément à l'arrêté ministériel, dans lequel il ajoute les métaux.

Demande n°12 : l'exploitant transmet le registre des déchets entrants (conforme et complet) de l'année 2020.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

III – Conclusion

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant toute l'attention à apporter au respect des mesures de prévention de la pollution atmosphérique.

L'Inspection prend acte de la transmission d'un courrier par l'exploitant le 26 octobre 2018 sollicitant le bénéfice de l'antériorité suite à l'arrêté ministériel paru le 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux).

Signature des inspectrices	Vérificateur	Approbateur